

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 14/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Cristallerie de Montbronn**

Parc d'activité Alsace Bossue  
67320 Thal-Drulingen

Code AIOT : 0100005725

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement Cristallerie de Montbronn, implanté Parc d'activité Alsace Bossue 67320 Thal-Drulingen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite à la suite d'un accident : fûts d'acide fluorhydrique tombés et éventrés

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Cristallerie de Montbronn
- Parc d'activité Alsace Bossue 67320 Thal-Drulingen
- Code AIOT : 0100005725
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Cristallerie de Montbronn exploite une cristallerie sur la commune de Thal-Drulingen.

**Contexte de l'inspection :** Accident impliquant de l'acide fluorhydrique

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délai
1	Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'accident ayant entraîné le déversement accidentel d'acide fluorhydrique, l'exploitant doit :

- transmettre à l'inspection un rapport d'accident détaillé, précisant les circonstances, les causes,

les conséquences et les mesures correctives mises en œuvre ;

- procéder, dans les plus brefs délais, à la décontamination complète des locaux et des zones affectées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
<b>Thèmes :</b> Autre, Accident
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.
<b>Constats :</b> Un accident s'est produit le 15 septembre 2025 au sein de la société Cristallerie de Montbronn, impliquant environ 245 kg d'acide fluorhydrique à 70 %.  Selon les explications de l'exploitant, lors du déplacement de quatre fûts plastiques de 200 litres d'acide fluorhydrique vers des rétentions, l'un des fûts est tombé au sol, provoquant un déversement de produit.  Ce déversement a entraîné la formation rapide de vapeurs extrêmement toxiques, contraignant l'ensemble du personnel à évacuer le site en urgence. Les services d'incendie et de secours sont intervenus afin de sécuriser la zone et ont procédé à la neutralisation du produit à l'aide d'un absorbant répandu sur le sol.  Malgré cette intervention, les pompiers ont constaté la présence persistante de vapeurs toxiques au-delà du seuil acceptable. Ils ont, en conséquence, demandé à l'exploitant d'interdire tout accès au site jusqu'à l'intervention d'une entreprise spécialisée chargée de la décontamination et du nettoyage.  L'exploitant a indiqué avoir contacté son assurance, ainsi qu'une société compétente, pour réaliser ces opérations.  L'inspection s'est rendue sur place le lendemain de l'accident. Bien qu'il n'ait pas été possible d'entrer dans le bâtiment, des photographies ont été prises depuis l'extérieur, à travers les vitres des portes et fenêtres.  Ces observations ont permis de constater la présence à l'intérieur : <ul style="list-style-type: none"><li>- de deux fûts bleus en plastique d'acide fluorhydrique placés sur une même rétention mobile au sol,</li><li>- de deux autres fûts bleus posés directement sur le sol,</li><li>- de poudre blanche au sol, vraisemblablement l'absorbant utilisé par les pompiers,</li></ul>

- ainsi que la présence d'une rétention mobile vide, ne contenant aucun récipient, située à proximité des deux fûts bleus restés au sol.

L'inspection s'est également rendue dans l'entreprise voisine Husinger. Les employés rencontrés ont indiqué que les pompiers leur avaient demandé de se confiner à l'intérieur de leurs locaux pendant plusieurs heures, en coupant la ventilation. Ils ont précisé avoir senti des odeurs provenant de l'accident survenu à la cristallerie voisine.

L'exploitant a informé l'inspection le jour même de l'accident. Il lui appartient, toutefois, de transmettre un rapport détaillé sur les circonstances de l'événement, les mesures prises et les suites données, conformément à la prescription en vigueur.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Transmission du rapport détaillé d'accident

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Demande du rapport détaillé d'accident à l'exploitant**

**Proposition de délai : 15 jours**